



INSTITUT MAÇONNIQUE EUROPÉEN

DÉVELOPPEMENT ÉQUILIBRÉ ET PAIX STABLE

Sommaire

- A. Développement
- B. Union européenne et développement
- C. Quelles mesures prendre
- D. Choisir : croissance, Décroissance et/ou Développement ? Indice de développement humain
- E. Réflexions autour de la Paix
- F. Protéger nos bien métaculturels, les éléments qui participent à notre possibilité de vie

Novembre 2015



AVERTISSEMENT

Par ces temps troublés où tant d'évènements tragiques se déchaînent sur plusieurs continents, l'Institut Maçonnique Européen de la G.L.F.F. se propose **d'étudier les conditions interdépendantes qui lient étroitement Développement équilibré et Paix stable**. Il serait utile de déterminer quels sont les critères nécessaires pour une politique de Développement efficace et solidaire qui garantisse une stabilité et une paix durable dans les régions en équilibre précaire : tel était le cadre de notre travail au départ¹.

Au vu de la complexité des éléments et interactions qui régissent les questions de développement, notre contribution sera forcément incomplète.

¹ Circulaire GM n°1974 du 13 octobre 2014.



Résumé de nos réflexions :

Les siècles se suivent, et l'enjeu reste le même : *comment vivre ensemble ?*

Le problème se pose avec encore plus d'acuité au XXI^e siècle : pour que le développement soit équilibré et que nous jouissions tous d'une paix stable, il faut d'urgence considérer la dimension mondiale du « vivre ensemble ».

L'Europe a su, au XX^e siècle, construire une aire économique dynamique dans un continent pacifié : le prix Nobel de la Paix de 2012 en témoigne. Pourtant la guerre était déjà à ses portes, voire dans ses campagnes.

Depuis 2008, l'Union européenne a du mal à garantir un bien-être économique à tout citoyen européen et le concept même d'Europe pacifiée « prend l'eau » à partir des crises des Balkans et dernièrement, avec le conflit ukrainien.

C'est donc une Europe affaiblie, que les tensions économiques ont profondément divisée **qui doit faire face au plus grand défi de son histoire** (nous pourrions dire, à son destin) : **renforcer la solidarité européenne** pour permettre aux démocraties existantes d'aider les populations qui y aspirent à construire les leurs.

Pour véritablement *agir*, il nous faut remettre « sur le métier » l'ouvrage. Réaffirmer les valeurs qui ont présidé à la construction européenne, à savoir, en premier lieu la volonté d'apporter une paix durable aux populations exsangues et mutilées par deux guerres mondiales et de permettre à chaque Nation de prospérer dans un ensemble harmonieux ; faire fructifier l'héritage des philosophes des Lumières et garantir la Liberté, l'Égalité et la Fraternité en Europe et dans le Monde.

Renforcer les solidarités en Europe pour

- 1/ résister aux ennemis du dedans : le repli identitaire et la montée des extrémismes qui nient son existence voire visent à la détruire.
- 2/ résister à l'ennemi du dehors, la « pseudo entité Etat islamique » qui veut imposer au Monde, un mode de vie archaïque et aliénant.
- 3/ vivifier cette résistance, il faut avant tout *collaborer à l'établissement d'un développement équilibré et d'une paix durable, non seulement en Europe mais dans le monde.*

La politique de développement de l'UE a été élaborée progressivement. A l'origine, elle concernait uniquement les pays et territoires d'outre-mer associés à l'UE, puis elle a été étendue pour inclure l'ensemble des pays en développement. **Ce qui a toujours été privilégié et qui doit être toujours privilégié est la notion de solidarité.**

L'objectif principal de la politique de l'UE, en matière d'aide au développement, est de **parvenir à réduire, puis à éradiquer la pauvreté** en ciblant les pays qui sont le plus dans le besoin en se concentrant sur les aspects *tels que la protection sociale, la santé, l'éducation, l'emploi, le développement des entreprises, l'agriculture durable et l'énergie.* Aujourd'hui, près d'un milliard d'hommes et de femmes vivent, en effet, dans la pauvreté.



L'UE doit renforcer ces critères et doit même favoriser l'émergence de nouveaux critères pour garantir une paix durable en Europe et dans les régions en équilibre précaire : gouvernance démocratique, agriculture et sécurité alimentaire, commerce équitable, accès à l'énergie, à l'eau, soutien au développement durable.

La démocratie, une idée toujours neuve.

Les efforts d'aide au développement doivent soutenir les conditions d'émergence et d'exercice de la démocratie. La démocratie est entendue ici comme un moyen de délibération collective et de choix de priorités publiques².

La démocratie suppose une réelle éducation de la personne au dialogue, à la réflexion et à l'action, à l'engagement au service des autres intégrant le temps long. Elle suppose aussi une culture de la délibération et du débat public. La liberté d'expression, comme l'indépendance (y compris économique) des médias et le pluralisme des partis politiques peuvent constituer des indicateurs-clés de l'évolution de la démocratie.

La question de la prise de décision politique et de la gouvernance est fondamentale. La corruption doit aussi être regardée par en bas - du côté des plus pauvres - selon l'expression de l'économiste Esther Duflo qui définit la corruption comme un épisode où un élu ou un fonctionnaire enfreint le règlement pour obtenir un avantage personnel ; cela s'étend aussi à l'absentéisme des enseignants ou des infirmières, le refus de la police d'enregistrer les plaintes. Ce type de corruption, peu visible, porte préjudice avant tout aux plus pauvres. Des méthodes pour mesurer cette forme de corruption sont nécessaires pour permettre une évolution significative.

La délibération démocratique doit s'étendre jusqu'au libre choix dans l'élaboration de normes propres, pas nécessairement inspirées des normes européennes pour constituer une culture juridique propre.

Les institutions internationales doivent être à la hauteur des enjeux.

L'élaboration de politiques fiscales non-concurrentes, la lutte contre la corruption et les paradis fiscaux (corruption « d'en haut ») doivent devenir une priorité. La notion de crimes/ délits économiques doit être approfondie et trouver une traduction dans le droit international, avec des instances d'arbitrage à compétences internationales, adaptées à la globalisation des acteurs économiques.

Il sera nécessaire de créer des indicateurs sur les volumes d'échanges, sur la chaîne de valeur « la distribution du travail » pour définir le juste prix des matières premières et celui de produits et services élaborés... et tout cela dans la transparence³... Plus globalement, il nous semble indispensable de renforcer les institutions internationales, leur légitimité politique en sécurisant leurs financements.

Un domaine culturel à « cultiver de façon intensive » pour faire partager le sentiment d'une « humanité une ».

² Faut-il le rappeler ? La démocratie n'est pas une tradition politique occidentale, inapplicable et inefficace dans les pays que l'on qualifie de « sous-développés » ! (Voir notamment Amartya Sen, prix Nobel d'économie, « La démocratie des autres. Pourquoi la liberté n'est pas une invention de l'Occident », traduit de l'américain par Monique Bégot, Paris, Payot et Rivages, 2005).

³ Les accords type TTIP vont à l'encontre de cette idée.



Aujourd'hui, dans l'urgence, il faut *accueillir* les millions d'êtres humains qui fuient les guerres, les fanatismes religieux et les désastres économiques.

Pour atteindre ces objectifs, il nous faut de manière pressante :

- opposer aux diktats économistes, un développement où l'homme est remis au cœur des problématiques et où les priorités doivent être son bonheur et sa sécurité.
- réaffirmer le droit au respect. Chaque femme, chaque homme, chaque enfant, notre planète sont les biens les plus précieux de l'Humanité ; nous devons les protéger. Nos destins sont liés. Le développement économique qui apporte le bien-être, doit être un développement équilibré, durable.

Que léguerons-nous à nos enfants si nous pillons la planète ?

Que retiendront-ils de leurs aînés si nous ne veillons pas à les éduquer pour leur garantir la liberté de penser et leur autonomie ?

L'éducation est la seule arme létale contre les obscurantismes ; voilà pourquoi l'éducation est dans les premiers objectifs du Millénaire⁴ : une éducation primaire pour tous avec la promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Ces objectifs n'ont pas été atteints en 2015 : il semblerait, au contraire, que nous retournions à des temps sombres de guerre, d'aliénation, d'esclavagisme.

L'Europe doit être à la pointe : soutenir les politiques contre l'extrême pauvreté et encourager l'éducation⁵ des garçons et encourager très fortement l'éducation des filles et promouvoir l'autonomisation des femmes et pour cela organiser la formation des adultes tout au long de la vie.

L'ensemble de ces propositions repose sur le développement des «capabilités», au sens d'Amartya Sen, c'est-à-dire de compétences accompagnées des conditions et liberté pour les mettre en œuvre et promouvoir ainsi la justice et éliminer l'injustice ; des « capabilités » individuelles et collectives :

- éduquer les filles et les garçons dans un respect mutuel/ développer l'autonomie de l'individu, de la personne, sans dissoudre les liens sociaux et les solidarités. Réaliser l'harmonie des contraires tel un pavé mosaïque.
- éviter le pillage de la matière grise issue de régions pauvres (effet pervers des politiques d'immigration choisie)/développer des formations et une recherche de haut niveau dans les pays pauvres ; relancer un système de coopération solidaire.

⁴ Les huit objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) forment un plan approuvé par tous les pays du monde et par toutes les grandes institutions mondiales de développement. Ils ont galvanisé des efforts sans précédent pour répondre aux besoins des plus pauvres dans le monde et arrivent à expiration à la fin 2015. Pour leur succéder, l'ONU a travaillé avec les gouvernements, la société civile et les différents partenaires pour exploiter la dynamique dégagée par les OMD et élaborer un programme ambitieux pour l'après.2015: Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Il s'articule autour de 17 objectifs mondiaux pour le développement durable. CF. <http://www.un.org>.

⁵ Soutenir le combat de Maala qui se bat pour que l'objectif d'une éducation obligatoire soit porté de 9 ans à 12 ans (primaire plus secondaire).



Ces objectifs sont indispensables pour vivre ensemble en paix et en harmonie.

Victor Hugo au XIXème siècle rêvait déjà à l'Europe que les pères fondateurs ont voulu incarner.

« On verrait ceci :

Le continent serait un seul peuple [...]

La fraternité engendrerait la solidarité ; le crédit de tous serait la propriété de chacun, le travail de chacun, la garantie de tous. [...]

Liberté d'aller et de venir, liberté de s'associer, liberté de posséder, *liberté d'enseigner*, *liberté de parler*, *liberté d'aimer*, *liberté de croire*, toutes les libertés feraient faisceau autour du citoyen gardé par elles et devenu inviolable. [...] »

L'Europe doit porter en avant les valeurs qui l'ont fondée.

Voilà notre héritage : ne le laissons pas détruire!



A. DEVELOPPEMENT

A1. Points de sémantique

Le mot « *Développement* » porte en lui la notion de mouvement, donc par définition de l'instabilité. « *Équilibré* », cet équilibre se situe dans la notion de durabilité.

« *Paix stable* » : la stabilité, elle induit l'absence de mouvement, l'absence d'évolution ; la stabilité est en effet le contraire d'un équilibre - par définition toujours "précaire".

A2. Interaction

Notre réflexion nous a conduites à déterminer les critères interdépendants **pour un développement, que nous requalifions de « raisonné et solidaire » qui garantisse la stabilité donc la paix** dans des régions en équilibre précaire. Même si l'on peut discuter des bienfaits respectifs de l'équilibre (synonyme de mouvement parfois positif) et de la stabilité (parfois synonyme de stagnation), **il semble qu'un développement, pour être harmonieux, ait besoin de stabilité.**

Disons que certaines régions connaissent des déséquilibres multiples qui nuisent gravement à la vie et au bien-être de leurs populations. On pense bien sûr aux PVD (Pays en voie de développement), terme générique englobant les PMA (Pays les moins avancés) et certaines régions des "Pays émergents".

A3. Préalables

Avant de proposer des solutions, dégageons les préalables au développement et à la paix.

Le développement c'est un mouvement continu sur le long terme, tant qualitatif que quantitatif, qui modifie durablement les structures économiques, sociales, démographiques d'une société. Il tient compte du bien-être des populations.

Pour qu'un développement soit efficace et solidaire il faut que tout le monde y trouve son compte ; **deux facteurs interviennent :**

- Le premier est **l'interaction mondiale des choix politiques** et actions des pays et groupes de pays.
- Le deuxième est la définition du développement qui, pour être efficace, **doit avoir pour socle trois caractéristiques d'égale importance : l'économie, le social et l'écologie.**

Pour promouvoir une paix durable on peut donc penser qu'un des facteurs essentiels serait un développement qui amènerait à une égalité de situation économique et sociale.

A cet égard, prenons exemple sur **l'Union européenne** elle-même.



Elle a largement participé au développement des pays qui l'ont rejointe, bien que cette contribution ait plutôt été assimilée à l'obligation de solidarité à l'égard des nouveaux états membres, le nivellement (par le haut) des situations vécues par les habitants des pays membres de l'Union européenne a été très visible, si l'on prend l'exemple de l'Espagne et du Portugal, dans les années qui ont suivi leur adhésion, il est incontestable que cette volonté de faire progresser le niveau de vie a contribué au facteur de stabilité européen constaté au cours de ce dernier demi-siècle.

B. UNION EUROPÉENNE ET DÉVELOPPEMENT

B1. La contribution européenne aux pays extérieurs à l'UE :

L'Union européenne est un acteur majeur en matière d'aide internationale au développement, l'un des quatre principaux volets de sa politique extérieure. Les fondements de la coopération au développement sont posés par le Traité sur le fonctionnement de l'UE (articles 208 à 213). La part prise par l'UE dans l'aide au développement dans le monde est d'environ 55% ce qui la situe au premier rang.

Elle consacre aujourd'hui environ 50 milliards d'euros par an à des actions de développement. Un quart de cette aide est fournie par la Commission, les 3/4 proviennent directement des Etats membres. L'UE coordonne aussi en partie l'aide directe entre les pays donateurs et les pays soutenus.

Pourtant, des critiques très sévères viennent d'autres instances européennes (Commission du développement du Parlement européen, Cour des comptes européenne).

Elles dénoncent:

- **l'aggravation de la malnutrition et de la famine due à la saturation des marchés locaux inondés de produits européens subventionnés,**
- l'affaiblissement des infrastructures sociales et agricoles des pays aidés.
- **le maintien en dépendance,** qui met en péril la sécurité alimentaire des pays aidés, etc.

On constate :

- que les aides sont émiettées entre un grand nombre d'organismes,
- -qu'il y a un manque de cohérence politique,
- -qu'il y a des difficultés à lutter contre la corruption et à conditionner les aides à une bonne gouvernance des pays aidés.

L'immense avantage des populations européennes a été de sécréter de l'intérieur leur propre développement qui s'est fait petit à petit, parfois d'ailleurs en pratiquant une "fécondation prudente" **Les Européens sont restés maîtres de leur développement** y compris quand ce développement bouleversait les structures sociales et les structures de pouvoir.



Il n'est pas dit que cela continuera, que les sociétés occidentales continueront de maîtriser leur propre développement.

Karl Marx avait prévu que la bourgeoisie détentrice du capital serait détrônée par le socialisme, fruit de la "révolte du prolétariat" ; il ne semble pas qu'il ait prévu la **prééminence de l'actuelle finance mondiale**, impersonnelle et sans visage, d'autant plus difficile à maîtriser que tout le monde y participe du "prolétaire" qui prend un crédit pour acheter sa maison aux multinationales géantes dont les chiffres d'affaires dépassent le budget de beaucoup d'Etats.

Les régions en actuel déséquilibre -disons pour simplifier les PVD (Pays en Voie de Développement) - n'ont pas eu cette chance de se développer "de l'intérieur" sans intervention extérieure. Du moins, à nos yeux d'Occidentaux puisque ces pays n'ont commencé à exister (pour nous) qu'à partir du moment où nous y avons mis le pied (ce qui n'est pas vrai pour quelques anthropologues, ethnologues ou sociologues).

Situation de départ : des zones (presque) vierges de populations et d'activités économiques. C'est du moins comme cela que les premiers arrivants ont considéré ces régions, faisant abstraction de ce qui existait. Kant le dénonçait déjà : "des pays sans propriétaires, parce qu'ils (les arrivants) comptaient les habitants pour rien" (Kant, "Projet de paix perpétuelle").

B2. Quelles sont les causes qui freinent le développement ?

B2.1 Les effets incontrôlés de la mondialisation.

En ouvrant les frontières sans aucune règle commune entre les états on a accéléré la dictature de l'argent roi.

La mondialisation est positive pour les échanges et les partages des cultures, des savoirs faire entre les citoyens, mais elle est négative quand elle sert à capter les richesses et les pouvoirs par des multinationales au détriment des producteurs locaux.

Comble du cynisme, il arrive que le FMI, la Banque mondiale ou des pays anciens colonisateurs réclament le remboursement de sommes qu'ils ont investies dans certains PVD au profit d'entreprises privées, sans aucun bénéfice pour les populations.

C'est ce que dénonce sous le nom "d'extractivisme" le CADTM* (Comité pour l'annulation de la dette du Tiers monde) présidé par Nicolas Sersiron.

B2.2 Les effets néfastes de la mondialisation.

Inlassablement les multinationales cherchent à s'affranchir des contraintes qu'elles peuvent rencontrer de la part des Etats.

En 1995, le traité AMI (Accord Multilatéral sur l'Investissement), négocié en secret entre les Etats-Unis et l'Europe par le biais de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) ne voit pas le jour lorsque son contenu est divulgué tant l'indignation des sociétés civiles est forte.



Il reparait maintenant sous le nom de TAFTA* (traité de libre-échange transatlantique) ou TTIP en anglais. En simplifiant à l'extrême, des multinationales pourront traîner devant des tribunaux arbitraux spécialement créés les Etats "dont l'orientation politique aurait pour effet d'amoindrir leurs profits" : une augmentation du SMIC par exemple ou l'interdiction de commercialiser des poulets lavés au chlore ; "sécurité des aliments, normes de toxicité, assurance-maladie, prix des médicaments, liberté du Net, protection de la vie privée, énergie, culture, droits d'auteur, ressources naturelles, formation professionnelle, équipements publics, immigration : pas un domaine d'intérêt général qui ne passe sous les fourches caudines du libre-échange institutionnalisé"*.

B2.3 La financiarisation à outrance

Un autre facteur qui permet de maintenir un déséquilibre entre les populations est tout le système monétaire avec la financiarisation à outrance des transactions spéculatives. La monnaie d'un pays, et les méthodes employées pour déterminer sa valeur, reste en 2015 dans les mains de décideurs occidentaux qui en jouent pour, là aussi, maintenir une supériorité. Les transactions fictives sont monnaie courante et permettent, même sur les denrées alimentaires, des comportements néfastes pour les paysans dans les pays en voie de développement. La spéculation permet de créer des plus-values sans pour autant produire 1kg de riz ou de blé en plus.

Combien de sociétés européennes « délocalisent » leurs services ? Il y a dans l'hémisphère nord un cynisme parfois réel, parfois fruit de l'ignorance, de la part des citoyens qui profitent des écarts avec les pays émergents.

B3. Il est urgent que l'on avance vers une gouvernance des pays avec moins de disparité dans le partage des richesses et plus d'équilibre entre les Hommes et les Femmes

B3.1 Les pays occidentaux, dont le nôtre, ont une responsabilité historique en tant que pays colonisateurs. Mais le captage des richesses, l'exploitation des terres, n'a pas cessé et continue à travers, par exemple, la recherche d'influence pour s'assurer l'accès à des sources d'énergie (pétrole, uranium, terres rares, terres agricoles).

Le déséquilibre de ces régions a de nombreuses causes dont :

- une économie qui ne satisfait pas les besoins des populations,
- des richesses naturelles qui profitent à d'autres pays et pas à la population locale,
- le manque de certaines ressources naturelles (l'eau par exemple),
- une croissance démographique incompatible avec les ressources du pays.
- des structures étatiques inexistantes ou aux ordres de pays étrangers,
- une corruption massive, des élites et de tous les échelons du pouvoir -si petit soit ce pouvoir,
- des monnaies sans valeur,



- un intérêt géopolitique ou commercial qui attire la convoitise d'autres pays - lesquels n'hésitent pas à adopter des stratégies plus ou moins meurtrières pour s'approprier le pays en question,
- des conflits armés, guerre, terrorisme, mouvements fondamentalistes, djihadistes,
- cyber attaques,
- crises sanitaires
- crises financières
- dérèglements climatiques,
- Immigration clandestine massive, déplacements de population, et réfugiés politiques et climatiques,
- une éducation et des traditions culturelles qui se heurtent aux apports technologiques venus de l'étranger.

La liste pourrait encore s'allonger...

B3.2 L'injustice sociale

Des écarts énormes de richesse existent entre pauvres et riches, dus à la course effrénée au profit. Cette injustice sociale entraîne une **montée des extrémismes** qui se développent dans ce contexte de pauvreté, de chômage et d'absence de perspective. Cela encourage les manipulations, la fanatisation de la jeunesse par de faux prophètes. D'autant que ces PVD ont une Jeunesse particulièrement nombreuse, le plus souvent sans emploi, laissée en déshérence sans perspective d'avenir.

B3.3 Les causes politiques

Dans les pays en développement, les dictatures qui finissent par s'effondrer laissent le terrain à des luttes fratricides où s'affrontent les fanatismes religieux, nationalistes ou ethniques. Dans d'autres, la démocratie peine à s'imposer et la mauvaise gouvernance fait le lit de la corruption, sans parler des multiples atteintes aux Droits Humains.

Après presque un demi-siècle de décolonisation **L'aspiration des peuples de l'Afrique du nord à accéder à la démocratie**, a donné lieu **au mouvement « des printemps arabes »** que les gouvernements en place ont tenté de contenir; les résistances traditionnelles ⁶ ont permis **le développement d'un mouvement d'opposition religieux radical**, dont nous avons vu avec horreur les prémices en Algérie⁷. Cela a **mis des millions de femmes et d'hommes sur le chemin de l'exil tant au Moyen Orient qu'en Afrique** fragilisant les équilibres régionaux, **entraînant une vague migratoire politique et économique, sans précédent depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale.**

⁶ En Afghanistan et en Irak (« Guerres du Golfe » : en 1980-1988 Iran-Irak ; en 1990-1991 « la 1^{ère} Guerre du Golfe » ; la Guerre d'Irak 2011-2013).

⁷ Guerre civile algérienne suite à la disqualification du parti islamiste élu.



Dans les pays européens, la démocratie est elle-même fortement mise en question du fait :

- de la perte de crédibilité de la classe politique voire, de la corruption, ou tout simplement de la perte de vision à long terme au profit de mesures à court terme et clientélistes,
- de l'état d'esprit des européens, souvent marqué par l'égoïsme des riches, le repli sur soi, que couronnent la montée de la xénophobie et la tentation sécuritaire.

B3.4 Les causes économiques

La société occidentale mise depuis 30 ans sur un mode de croissance issu des théories néolibérales qui visent à transformer le monde en un immense marché et à donner la priorité à l'économie plutôt qu'au social et au culturel.

La recherche du profit ne connaît pas de limites. Exemples : tentatives de breveter le vivant, manipulations génétiques, (par exemple les OGM, qui, au lieu d'assurer la subsistance des populations les met entre les mains des fabricants de semences, véritables apprentis sorciers).

B3.5 Les causes écologiques

Ce mode de croissance est facteur d'une destruction irréversible de l'environnement.

Le changement climatique, la raréfaction des ressources, la déforestation, la perte de biodiversité, l'appauvrissement des sols et la perte de terres cultivables dues à la hausse du niveau de la mer et à des phénomènes atmosphériques extrêmes, entraînent une migration climatique des populations vers d'autres terres.

Il est clair que ce déséquilibre est de plus en plus criant et menace notre survie si nous ne prenons pas les mesures qui s'imposent.

C. QUELLES MESURES PRENDRE

Dans le cadre des actions de l'UE envers les pays émergents.

C1. Il paraît pertinent que l'UE : soutienne les infrastructures telles que les routes et les moyens de communication qui jouent un rôle important pour permettre la circulation de produits et contribuent à éviter des pertes locales.

Ceci est d'autant plus nécessaire que les modes de stockage et de transformation de denrées agricoles n'existent pas sur place.

Ce qui nous amène à un seconde action de première importance : le développement de l'électrification en Afrique

C2. s'engage à stimuler la coordination entre les organisations des secteurs, privé et public, et à améliorer l'échange d'informations entre les deux, pour renforcer les institutions qui favorisent l'innovation autochtone et l'accès par les femmes et les hommes ruraux à la technologie.



C3. soutienne les politiques dans les domaines de la science, de la technologie et de l'innovation, soucieuses de partager leur savoir auprès des acteurs de terrain que sont les agriculteurs, agricultrices et conseillers techniques locaux.

C4. encourage les politiques qui prennent en compte les normes et pratiques culturelles et informelles, la réciprocité et la confiance mutuelle dans le partage de l'information. Ce transfert des savoirs doit également prendre en compte le principe de parité entre les sexes.

C5. finance davantage d'investissements dans la recherche, de manière à promouvoir les technologies agricoles durables et respectueuses de l'environnement tout en intégrant les savoirs traditionnels et les progrès de la science agricole, comme par exemple les obtentions végétales et des systèmes de gestion améliorés.

C6. incite à l'autosuffisance alimentaire

Pour pouvoir démarrer sur le chemin du développement dans les pays non exportateurs de pétrole, le seul chemin vers une économie forte et autonome débute par une capacité de nourrir sa population qui devient possible quand les agricultrices et agriculteurs ont accès aux connaissances et outils adaptés mais aussi à la terre, à l'eau et aux plants et semis nécessaires à la production.

Pour beaucoup d'agricultrices et d'agriculteurs **l'accès aux crédits** ainsi qu'aux intrants et produits de traitement devient nécessaire.

Il est important d'encourager à tous les niveaux **une représentation plus équilibrée des femmes et des hommes** dans la prise de décisions du secteur agricole et de veiller à ce que les besoins et les perspectives des femmes soient pris en considération.

Avant de passer aux préconisations, le premier point est déjà pour l'UE de prendre conscience de ce tiraillement entre les intérêts exportateurs et le poids des lobbyistes à freiner tout progrès réel et notable vers une agriculture efficace et productrice pour la population locale dans les pays émergents.

Promouvoir une politique d'autosuffisance alimentaire peut contribuer au renforcement des connaissances et des prises de conscience des producteurs agricoles. Un des problèmes constatés dans les pays émergents reste le peu de considération des besoins des producteurs agricoles par rapport aux demandes des citoyens. Ceci est partiellement dû au fait que la population rurale est plus morcelée et donc moins facilement mobilisable pour renverser les gouvernements, contrairement aux habitants des villes.

Une aide financière directe adaptée aux projets et versée aux parties prenantes plutôt qu'aux gouvernements permettrait de rendre les citoyens acteurs de leur mode de développement. On constate malheureusement que souvent, les fonds attribués aux pays émergents sont versés aux gouvernements qui, pour certains d'entre eux, les utilisent pour leur propre compte. Il serait préférable de partager directement ces sommes entre les différentes associations d'agricultrices, et agriculteurs, ou de petits artisans qui, soucieux d'améliorer les conditions de vie de leur peuple, vivent au plus près du terrain et sont mieux à même d'utiliser cet apport financier.



Les idées simples sont souvent le garant d'un bon développement, « un développement à taille humaine » :

- Préservation des terres agricoles contre le béton.
- Préservation des forêts contre des plantations de palmeraies, etc...
- Retenues d'eau à taille humaine contre le pompage dans la nappe phréatique, etc...

C.7. Interdire le commerce des armes. La théorie mérite réflexion mais ce commerce n'entretient pas la Paix, -contrairement à ce que prétend l'adage "*si vis pacem, para bellum*" (Si tu veux la paix, prépare la guerre).

En matière d'armement, les bonnes intentions ne se concrétisent que difficilement comme le prouve le traité d'Ottawa⁸ interdisant "*l'acquisition, la production, le stockage et l'utilisation des mines anti-personnelles*", mines qui continuent de blesser et tuer même après la guerre. Il est vrai que, là aussi, les Etats-Unis, la Chine et la Russie ne l'ont pas signé -et que la France a attendu d'avoir écoulé ses stocks pour ratifier le traité.

Quant au commerce illicite, le trafic d'armes, il a été parfaitement décrit dans le film "*Lord of war*" qui montre le cortège de monstruosité qui accompagne ce trafic : crimes, corruption, drogue, prostitution, maladie etc.... Les Etats en sont parfois complices en écoulant par ce canal leurs stocks d'armements obsolètes.

Autre conséquence des ventes d'armes : elles appauvrissent des pays déjà en difficulté qui contractent des emprunts auprès du pays fournisseur pour payer cet armement.

D. CHOISIR : CROISSANCE, DÉCROISSANCE ET/OU DÉVELOPPEMENT ? INDICE DE DÉVELOPPEMENT HUMAIN

Le *développement* ne tient pas seulement à sa *croissance*, croissance et développement, s'ils sont liés, n'obéissent pas au même processus.

Le *Programme des Nations unies pour le développement (PNUD)* a mis au point un **indicateur pour mesurer** ce développement, l'**IDH** (Indice de développement humain) qui tient compte : **des effets démographiques** (espérance de vie, mortalité infantile...), **des effets sociaux culturels** (éducation, durée des études, formation...), **des effets économiques** (PIB par habitant...), **du niveau de vie** (hôpitaux, santé, infrastructures...).

Le Développement doit tenir compte du bien-être des populations ce que ne fait pas la Croissance.

Pour créer l'égalité de situation rapidement et durablement il est nécessaire d'accepter de faire converger les écarts.

⁸ Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction, 18 septembre 1997.



Accepter de voir baisser le niveau de vie dans certains pays pour partager différemment les richesses n'est pas à notre connaissance à l'ordre du jour des élus qu'ils soient parlementaires européens ou nationaux, pour la bonne raison que les élus souhaitent être réélus et craignent que ce genre de propositions ne soit pas acceptable pour la majorité des citoyens.

Aujourd'hui c'est le flux migratoire qui est en jeu.

L'Europe, à la sortie de la Deuxième guerre mondiale, a voulu mettre en place un marché commun permettant aux pays membres de se reconstruire pour offrir à leurs citoyens un espace économique viable dans un continent pacifié ; il semble, hélas que beaucoup de pays européens, et en particulier les pays récemment intégrés à l'Union Européenne, ont oublié la nécessité pour les êtres humains d'être solidaires pour vivre en paix.

D1. Développement équilibré

La notion de développement équilibré est un socle sur lequel s'appuie la paix et nous le percevons de manière sous-jacente, dans la Déclaration de Bamako en 2010, qui lie de manière indissoluble le développement et la démocratie sur le chemin vers la Paix.

D'après nous, **un développement équilibré lie la conscience politique, l'éducation, les enjeux géopolitiques, des préoccupations d'ordre sociologique, financier, environnemental** et économique.

D1.1 L'efficacité économique au sens d'une gestion saine et durable sans préjudice pour l'environnement et le social est un premier des 3 piliers d'un développement durable.

Si le rapport purement comptable du PNB par habitant, a été longtemps le seul curseur de croissance et critère de repérage de pays « développé », « peu développé », aujourd'hui, les caractéristiques culturelles, sociales et humaines ne peuvent pas rester à l'écart et il nous semble important de tendre vers un développement raisonné, c'est à dire qui générerait de la croissance au bénéfice et non au détriment de l'homme.

Or, dans plusieurs domaines nous déplorons qu'aujourd'hui la croissance s'effectue au déni de droits sociaux, politiques et de la durabilité des ressources naturelles parfois même dans l'irrespect de l'équilibre de l'homme.

La croissance est devenue un dogme dans nos sociétés industrialisées. Il est temps de combattre cette *"Mystique de la croissance"* (Dominique Meda) qui dévaste certaines régions (extraction de minerai, pêche intensive, déforestation) et appauvrit certaines populations pour en enrichir d'autres.

Dans les années 50, Leopold Sédar **Senghor** écrivait que les Africains devaient **"intégrer, prudemment il est vrai, les objectifs et les techniques de la civilisation européenne"** : une **"fécondation prudente"**, disait-il, voilà ce que devrait être la mondialisation actuelle et voilà ce qui implique la notion de LA DECROISSANCE : ce terme est le plus souvent mal compris, caricaturé ou moqué. Ce qui est dommage.



Ce concept mériterait d'être mieux étudié par exemple en se référant aux travaux d'Ivan Illitch*. Lui parlait "d'autolimitation des besoins", "d'insoutenabilité du mode de vie moderne" et surtout de "contre-productivité". Dans son livre *La convivialité*, en 1973, il distingue deux types d'outils : ceux qui permettent à tout homme de « satisfaire » ses besoins vitaux et ceux qui « créent » des besoins qu'il faut ensuite satisfaire parfois à grands frais. Les téléphones portables dernier cri sont un bon exemple de ces "outils" devenus "indispensables" qui grèvent les budgets, même des plus démunis.

Mais, il s'agit ici de choix qui sont entre les mains des décideurs financiers ou politiques qui ont un réel pouvoir d'orientation de nos projets de vie ou projet de sociétés par les décisions législatives et financières qu'ils prennent, à tout endroit de la planète. A cet égard, l'engagement de chacun à tous les étages de la société, pourrait reposer sur un premier principe qui serait le principe de « durabilité » des projets initiés, ne serait-ce que par la consultation des plus jeunes.

Sachant que la planète comptera entre 7 et 10 milliards d'individus en 2020 et que dans le monde d'aujourd'hui 50% des richesses sont détenues par 1% de la population, un développement digne de ce nom, devrait permettre une distribution équilibrée des richesses.

D1.2 Un développement efficace reposerait sur le deuxième des 3 piliers, qui serait « l'équité sociale »

Le développement n'est plus porté par une logique strictement financière mais par la nécessité d'offrir des conditions de vie où seront satisfaits en priorité les besoins fondamentaux de l'homme que sont boire, manger, se loger, se soigner, s'instruire.

Mise sur l'Education.

L'OBJECTIF du MILLENAIRE N° 1, assurer pour tous les enfants l'éducation primaire, n'est PAS ENCORE ATTEINT (seulement dans la moitié des pays).

Une politique de Développement implique aussi d'ouvrir les esprits sur les problèmes mondiaux. D'où la nécessité de :

- **-transmettre** des connaissances solides concernant les La Déclaration des Droits de l'Homme,
- **-enseigner** la solidarité et de la fraternité avec les pays en Développement par des jumelages et des projets communs mettant en relation des jeunes de ces pays. Développer les clubs Unesco, Unicef et les chantiers internationaux de jeunes,
- **-favoriser l'apprentissage** de l'Education à la Paix, à la communication non violente et au dialogue,
- **-éduquer** au respect de l'autre et au respect des différences,
- **-enseigner** les fondements de la démocratie et de la laïcité ; le respect de l'environnement et des enjeux écologiques.

MISER SUR L'EDUCATION DES FILLES

Car ce sont d'abord les filles qui sont victimes de sévices tels les mutilations sexuelles et les mariages précoces relevant de pratiques culturelles ancestrales et barbares.

Ce sont elles dont la santé est la plus fragile, du fait des maternités, et également de la contamination par le VIH.



L'éducation des filles participe au développement économique. L'apprentissage de la maîtrise de leurs maternités permet à la fois l'éducation des futures mères et évite l'explosion démographique qui génère pauvreté et fragilité économique. Il y a là une formidable source de progrès en puissance.

Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes était le 2^{ème} objectif du millénaire et il est lui-aussi loin d'avoir été atteint. (en 2015, viols, mariages forcés, enlèvements) Et pourtant il est clair qu'à travers l'éducation des filles, les programmes de Développement pourront optimiser leurs résultats car ce sont elles qui éduqueront les générations à venir.

En leur donnant la chance de s'instruire par l'école nous donneront à ces femmes la possibilité de devenir des femmes libres, capable de faire face aux difficultés courantes. Capable de s'inscrire dans une démarche de liberté et d'engagement vis-à-vis de leur enfant et du lien dans leur village, leur communauté.

D1.3 Le troisième pilier d'un développement équilibré serait la qualité environnementale.

Pour assurer une préservation des ressources naturelles à long terme en maintenant les grands équilibres écologiques et en limitant les impacts environnementaux, le partage des richesses, une répartition équitable des biens de consommation et une économie à dimension solidaire favoriseraient une gestion optimale de toutes les ressources humaines, environnementales et financières.

Au vu des déséquilibres pour l'accès aux ressources naturelles, les aides nécessaires peuvent être définies et adaptées selon les besoins des pays et des régions, en veillant à ce qu'elles parviennent réellement aux bénéficiaires. A ce titre une surveillance de la corruption devrait être renforcée et celle-ci devrait être durement sanctionnée.

L'économie permet la gestion efficace de la production des richesses, mais l'écologie est la gestion durable du potentiel de richesse de notre planète. Il ne s'agit pas de renoncer à la croissance, il s'agit de maîtriser cette croissance et renoncer à la logique du toujours plus.

Ce développement va donc devoir articuler la dimension écologique, la dimension sociale et la dimension économique et c'est à l'interface de ces trois dimensions qu'il pourra être réalisé.

Il est important de renforcer les critères de transparence et de moralité afin de retrouver une exemplarité au niveau des dirigeants. Ils pourront exiger plus de rigueur si eux se l'applique, le développement équilibré est possible quand les efforts sont équitablement partagés.

Une paix stable passe par un partage équitable des ressources naturelles que ce soit le partage de l'eau, des énergies fossiles qui sont épuisables et la construction de projets pour favoriser les énergies renouvelables.

Ainsi le développement durable est-il amené à prendre en compte non seulement **l'environnement naturel** et **l'économie**, mais aussi **le social** et **le politique**, à quoi s'ajoute une cinquième composante : **la culture**, car on sait que les principaux obstacles résident souvent dans les résistances d'ordre culturel.



- **La terre est à la fois notre planète et la matière qui nous fournit ce qui nous est indispensable.** « Remettre l'Homme au centre des enjeux de toute décision politique, en vue d'une réponse optimisée à ses besoins et nous voilà dans le développement durable qui ne doit pas porter atteinte à l'écosystème et à la biodiversité afin que les générations futures puissent continuer à vivre.
- **L'eau est la source vitale de l'humanité et appartient à notre patrimoine culturel, biologique et économique.** Comme n'importe quel patrimoine, nous ne devons pas le dilapider, mais au contraire le protéger pour le transmettre.
« Jusqu'à ce que la douleur le lui enseigne, l'homme ne sait pas quel trésor est l'eau » écrit Lord Byron.

L'eau douce se révèle une ressource rare et très irrégulièrement répartie : car si l'eau semble très abondante sur notre planète bleue, il s'agit à 97% d'eau salée. Pour de multiples raisons dont certaines, bien sûr, sont climatiques, ces ressources sont irrégulières et très inégalement réparties entre les continents et entre les pays. A cause de cette inégalité, le partage de l'eau entre les Etats est à l'origine de nombreux conflits dans le monde. Mal répartie, l'eau est en plus gaspillée, pillée, surexploitée, en particulier par l'agriculture (problèmes liés à l'irrigation). Enfin, un autre problème rencontré, que nous connaissons très bien, hélas, en Europe, est celui de la pollution de l'eau et des côtes.

- **L'air :** la réalité de la pollution **de l'air** est multiple : la radioactivité dans l'air, les odeurs, les pollens et fibres : il y a nécessité à revoir les modes de production, de consommation voire de pensée de tous les acteurs de la société. Avec l'avènement de nos conditions modernes, l'air que nous partageons est altéré par quantité de substances diverses rejetées dans l'atmosphère. **La quasi-totalité des activités humaines est source de pollution d'air.** L'atmosphère est le réservoir d'une multitude de polluants, l'environnement est source de danger pour la santé de l'homme. L'énergie éolienne née dans le passé est une énergie de transformation au service de l'homme, de la planète pour un développement durable, non polluant et qui aide à aller vers une société plus solide....air !

Il faut donc réduire les pollutions, c'est-à-dire favoriser les technologies propres, promouvoir les investissements industriels permettant d'améliorer les rejets atmosphériques, utiliser des engins moins polluants, favoriser le développement de la haute qualité environnementale qui procède d'une démarche globale allant de la fabrication des matériaux (c'est-à-dire écobilan, contenus énergétiques) à la déconstruction, en passant par la vie du bâtiment c'est-à-dire la valorisation des ressources locales, l'exploitation économe, la qualité de vie intérieure.

- **Le feu :** le feu purifie mais le feu anéantit aussi.
Il faut bannir les déforestations volontaires pour cultiver (ex à Madagascar ou en Amazonie).



Il faut aussi prendre en compte l'évolution climatique (sensibilisation de la végétation, par ex. sécheresse du sol qui favorise déclenchement de feu – augmentation de la température annuelle de 1° par rapport aux moyennes des vingt années 1961 – 1980 et 1989 – 2008) il faut donc favoriser la prévention (surveillance, information du public, prévision, détection, renouvellement des moyens aériens).

D1.4 Cependant la priorité doit rester la production alimentaire pour la population locale : c'est une question de survie.

Les inégalités criantes alimentent les pires dictatures et confortent les extrémismes religieux et les exodes .

E. RÉFLEXIONS AUTOUR DE LA PAIX

E1. Si nous pouvons nous accorder à dire que Paix est synonyme de « tolérance », « d'accord tacite », de « respect mutuel » il est temps de reconnaître que la paix revêt aussi une dimension économique et que la recherche de profits toujours plus importants n'est pas capable de garantir un ordre éco-durable.

A ce titre, la notion de paix durable doit être abordée de manière différente, selon que nous parlons de régions en équilibre précaire en Europe, ou dans les Pays en Voie de Développement.

En effet, si dans les pays dits « nantis » nous ne sommes pas en guerre avérée, la guerre ou les guerres sont parfois à notre porte et nous pouvons parfois nous considérer dans une « logique de guerre ». Sommes-nous vraiment en équilibre stable et durable quand l'on considère :

- le taux d'illettrisme chez les jeunes adultes en France (20- 25 ans),
- le nombre de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté.
- le nombre de mal logés et de personnes qui se nourrissent en cherchant dans les poubelles dans des pays occidentaux ou dans la zone euro.
- Les désastres du réchauffement climatique qui n'ont pas de territoire et n'épargnent pas (bien au contraire !) les pays de la Triade (zone de fort développement économique-Japon- US-Europe).
- L'accumulation de nos déchets.

La stabilité s'appuie sur un sentiment de recevoir de quoi vivre décemment, d'avoir la possibilité d'exister en tant que citoyen responsable. Maintenir une population dans la paix ne consiste pas à acheter une paix sociale ; cela ne dure qu'un temps. Néanmoins, dans les pays en difficultés de développement auxquelles s'ajoutent des problèmes démographiques, d'accès aux ressources naturelles et de conflits avérés, **une paix stable paraît à nos yeux être liée à la démocratie.**



Car reconnaître que chaque individu est différent n'est pas contradictoire avec l'aspiration de jouir des mêmes droits. Reconnaître la valeur des nations en tant que communauté de langue, d'histoire, de culture, de traditions religieuses, n'enlève rien à la reconnaissance de la nôtre aux yeux des autres.

Mais ces affirmations ne sont pas des évidences pour tous.

Et puis, de quelle démocratie parlons-nous ?

Combien de temps et de massacres a-t-il fallu aux pays démocratiques pour construire leur démocratie ?

Pouvons-nous être certains que nos modèles de démocraties soient garants de paix intérieure et d'équité, quand on prend en considération des déséquilibres nés du renversement par ces démocraties de certaines dictatures ?

La question des religions fait partie intégrante de la réflexion sur la paix. En effet, à l'heure où des populations entières, voire des pays entiers, sont submergées par des tsunamis fanatiques, le respect des croyances et des pratiques religieuses diverses devrait être inscrit dans la reconnaissance à la liberté individuelle de chacun.

Cette hégémonie religieuse conduit le plus souvent des peuples à émigrer loin de leurs terres natales afin d'échapper à la terreur fanatique et par là-même fragilise le développement serein auquel ils aspirent.

Le maintien de la sécurité

Il est indispensable de rappeler que beaucoup d'Européens convaincus souhaitent développer une politique européenne commune de sécurité et de défense. Ce sujet majeur pour maintenir la paix en Europe et dans le monde fait l'objet de négociations depuis le début de la construction européenne, sans que l'on arrive à avancer de manière très concrète sur ce sujet. L'idée d'une défense européenne commune est freinée par les Etats qui refusent de perdre des prérogatives et par des conceptions contradictoires sur le rôle de l'Europe dans le monde.

Cependant, face aux nombreux enjeux du maintien ou du retour à la paix, parfois même aux frontières de l'Union, on peut espérer que les pays européens avancent sur ce sujet dans les mois à venir.

Une politique d'aide au développement économique doit s'inscrire dans une vision à long terme et une vision écologique et de développement durable.

Cette aide doit s'inscrire dans le respect de la nature et respecter les ressources naturelles, pour les décennies suivantes. Toutes ces ressources doivent se faire en cascade, aider des personnes qui en aideront d'autre à leur tour.

Il est important que ces populations en difficultés comprennent que notre aide doit s'insérer dans un projet à long terme de construction d'un réseau social, sanitaire et économique.

Il faut leur permettre d'acquérir des connaissances et des techniques pour le transfert des connaissances et des compétences.

Il faut mettre en place les moyens de transmission, pour que ces connaissances soient ensuite enseignées à d'autres dans le temps.



E2. Comment garantir une paix durable ?

Pour lister les points essentiels garantissant une paix durable, nous nous sommes inspirés des travaux du site de ressources au service de la construction de l'art de la paix IRENEES⁹ et d'un texte écrit par Cyril Musila¹⁰, chercheur spécialiste des conflits en Afrique.

En partant de la conception qu'en a donné une femme paysanne de la région des Grands Lacs en Afrique: « Nous voulons vivre en paix, nous ne demandons rien d'autre qu'à avoir la possibilité d'aller cultiver nos champs et de vivre simplement. Rien que ça ».

Il s'agit **des facteurs susceptibles de faciliter ou de compliquer « la vie simple », l'harmonie sociale ou l'intérêt commun.**

On peut les regrouper en **sept grands ensembles** :

E2.1 L'accès et la gestion des ressources naturelles : l'eau, la terre agricole, la forêt, les ressources minières, le pétrole et d'autres.

Qu'il s'agisse de **leur partage**, de **leur contrôle** ou de **leur dégradation** suite à des activités humaines, ces ressources de moins en moins abondantes suscitent des tensions qui enveniment **les relations sociales** dans de nombreux pays.

La paix c'est travailler à garantir que chacun accède et jouisse de ses ressources.

E2.2 Les enjeux culturels et identitaires: cohabitation des communautés différentes (de par leurs cultures, leurs religions, leurs origines, etc.)

Les facteurs culturels qui touchent à l'identité des peuples sont souvent manipulés pour créer des conflits ou des tensions entre des communautés et des Etats.

Les conflits culturels se manifestent aussi en termes de « résistance » d'un groupe (dominé ou en voie de l'être) contre **une culture dominante**. Un certain nombre de pays attisent les oppositions en se servant **des identités religieuses** des populations. Par exemple, en décidant d'imposer les préceptes de la religion de la majorité démographique, obligeant ainsi ceux d'autres religions à l'observance des lois qui ne les concernent pas.

D'où l'importance de la laïcité comme facteur de paix sociale pour une cohabitation sereine de toutes les identités.

E2.3 Le développement: l'accès au minimum vital (éducation, santé, travail)

Le développement c'est l'accès à la dignité humaine la plus élémentaire, c'est **l'accès au minimum vital**. Mais c'est aussi la possibilité d'envisager un meilleur avenir, de meilleures perspectives d'existence, en s'appuyant notamment sur les femmes des pays pauvres.

L'éducation, la santé et le travail font partie des critères essentiels de cette dignité humaine. L'éducation n'est pas seulement l'acquisition de connaissances, mais également celle **des valeurs humaines et sociales**.

⁹ www.irenees.net

¹⁰ Voir le site « Irenees » : **Cyril Musila** est **chercheur associé** au programme Afrique subsaharienne de l'IFRI, depuis juin 2010.



E2.4 Les relations internationales et la géopolitique

Les accords internationaux, les institutions internationales (ONU, OTAN, UE, etc.) sont là pour rappeler la nécessité **des relations internationales** basées sur le droit de chaque Etat d'exister et de permettre que les autres aussi existent.

Même si le concept peut sembler paradoxal, le recours aux forces armées est un des outils du politique pour restaurer la paix, et désormais la gestion des crises majeures nécessitant le recours aux forces armées, s'organise à travers les organisations internationales.

E2.5 La bonne gouvernance de la chose publique et le respect des droits humains.

La justice et l'équité sociales sont des fondements de la paix. Ce qui nécessite de lutter contre la corruption, l'impunité et le délitement de l'administration. On peut imaginer que l'aide internationale est indispensable pour aider certains pays dans ce domaine. Cependant, on doit aussi conditionner l'aide à des progrès objectifs vers une meilleure gouvernance.

E2.6 Les traumatismes post-conflit et la reconstruction

Les enfants et les femmes ont été les plus grandes victimes d'un certain nombre de conflits récents. Enfants-soldats ayant perdu trop tôt leur enfance, femmes victimes de violences sexuelles. Comment concevoir un **avenir serein** lorsque des franges importantes de la population ont subi les violences les plus dures, soit en tant qu'auteurs, soit en tant que victimes, soit les deux ?

Les chantiers de **réinsertion sociale, de réhabilitation, de pardon ou de réconciliation** sont autant des chantiers de la paix, dont on mesure de plus en plus l'importance. Ils permettent d'éviter les envies de revanche d'une partie de la population et de prévenir d'autres conflits.

Lors de la fin d'un conflit, l'aide à la reconstruction est indispensable puisque de nombreux conflits laissent des pays exsangues et sans structure politique, sanitaire ou éducative.

E2.7 Les métiers de la paix

Même si l'actualité nous laisse penser le contraire, plusieurs analyses constatent que le nombre de conflits dans le monde **a baissé** en comparaison des années 90. Beaucoup ont été résolus alors que d'autres ont été prévenus avant leur éclosion. Le nombre et la complexité de tous ces conflits ont fait prendre conscience de la nécessité de former des **professionnels de la paix, de la négociation et de la médiation**.

E3. Connaître et reconnaître

Pour aider valablement un pays, il faut avant tout reconnaître qu'il a une Culture, une Histoire et des Savoirs. Le "reconnaître" ne suffit d'ailleurs pas : mieux vaut "connaître" l'histoire, la géographie, la culture, les mœurs du pays que l'on souhaite "aider".

Changer notre regard sur les pays que l'on souhaite "aider" est un impératif pour **ne pas leur imposer nos modèles de référence** inadaptés à leur histoire, à leurs pratiques, à leur fonctionnement.



- **La démocratie** que nous prônons partout dans le monde est un de ces modèles de référence. La démocratie est peut-être “le pire des systèmes à l’exception de tous les autres “ (Churchill) mais ce n’est valable que pour nous qui avons admiré la civilisation grecque de l’Antiquité –où la démocratie était d’ailleurs toute relative-.
- La démocratie est incompréhensible pour des populations qui fonctionnent depuis des siècles sur des organisations tribales par exemple et des “chefferies”. Il est très possible qu’avec le temps ces sociétés tribales reconnaissent à des assemblées démocratiquement élues des pouvoirs qu’elles accordaient jusque-là à des chefs dont les raisons de leur prestige nous échappent souvent. Mais la transition, si elle doit se faire, doit se faire avec respect et “prudemment” comme le recommandait Senghor.
- **La laïcité**, est un autre de nos modèles de référence que l’on voudrait imposer dans les pays en voie de développement. La laïcité pose des problèmes partout où règnent ou survivent une ou des religions du dieu unique -dont la France. Par contre elle peut bizarrement être mieux acceptée dans des régions où les croyances au sacré sont réparties sur plusieurs “objets cultes” : si les arbres, les rivières, les ancêtres sont sacrés mais sans exclusivité, un espace de cohabitation paisible de toutes les croyances est sans doute possible.
- **Les frontières** actuelles des pays en développement souvent déterminées par les anciens pays colonisateurs correspondent-elles aux cultures et à leur mode de vie ? Elles ont souvent entraîné des conflits identitaires et religieux (exemple: la Bosnie – l’Égypte – le Liban – l’Ukraine).

Valeurs :

- **les acteurs économiques et financiers** imposent leurs règles qui contredisent nos valeurs humanistes. Appropriation des terres par des multinationales au détriment de la population locale des pays en voie de développement.

Y-a-t-il des propositions à faire pour que des régions en équilibre précaire connaissent un développement efficace, une stabilité et une paix durable ?



F. PROTÉGER NOS BIENS MÉTACULTURELS, LES ÉLÉMENTS QUI PARTICIPENT À NOTRE POSSIBILITÉ DE VIE

Connaitre l'existant

Les **bonnes intentions ne suffisent pas**, même si elles ont leur utilité. Des actions sont nécessaires, leur liste peut être longue :

- instaurer des politiques sociales.
- lutter contre les violences faites aux femmes.
- garantir le respect de la dignité humaine, la liberté de conscience et les droits de l'homme.
- augmenter le PIB du pays, le pouvoir d'achat des populations.
- construire des logements, des écoles, des hôpitaux, des infrastructures routières.

Etc...

F1. Des pouvoirs et des individus.

Il est nécessaire de dépasser ses préjugés.

de ne pas se laisser influencer par les discours ambiants et médiatiques (travail sur soi).

de respecter équité et respect de la personne en tendant vers plus d'égalité.

de se parler et de trouver des lieux où le faire du plus petit niveau au plus haut, puisse rapprocher équitablement les intérêts économiques.

Fort heureusement, tout ne repose pas entre les mains des pouvoirs politiques. En tant qu'individus il nous est difficile d'avoir prise dans les affaires nationales et encore moins internationales, mais nous pouvons agir quand même, en tant que personne autour de nous, dans nos gestes et relations, au quotidien. Chacun peut agir avec amour, empathie et compassion car l'épanouissement personnel est vecteur de paix.

D'ailleurs, il paraît plus raisonnable de viser une harmonie durable plutôt qu'une paix durable, au sens où l'harmonie nous engage individuellement ; il s'agit en effet, d'un travail sur les consciences afin de sortir de la logique de guerre dans laquelle nous nous trouvons parfois. Les pouvoirs politiques étant portés par des hommes et des femmes, qui sont de simples personnes comme nous, nous pouvons espérer que ce travail sur soi les guidera aussi dans l'action collective, publique et internationale qu'ils initient.

"Un arbre qui tombe fait plus de bruit qu'une forêt qui pousse", et l'individu que nous sommes, est du côté de la forêt qui pousse. Nous avons donc notre part à jouer dans l'avenir qui se dessine.

Prenant en compte que l'enfant est un adulte en devenir, changer l'orientation de société doit aussi passer par les enfants donc par l'éducation mais aussi par une information diffusée par les médias qui ne soient plus dirigés par l'économie mais par la formation.



Albert Jacquard préconisait une société non plus compétitive mais complémentaire où il s'agit de revoir complètement l'éducation à l'école pour permettre aux enfants de devenir des adultes capables de prendre en compte le vivre ensemble afin de faire évoluer nos sociétés : il est nécessaire d'améliorer le niveau d'information du public et de promouvoir une éducation citoyenne.

Le mouvement des "Convivialistes"¹¹ tente de réfléchir à un projet plus abouti, au-delà des seules bonnes intentions.

F1.2 Les propositions ne manquent pas non plus du côté des ONG et des instances nationales, internationales, mondiales.

Toutes ces bonnes volontés constituent une pyramide de l'aide au développement : à la base se situent toutes ces associations dans lesquelles **des bénévoles** déversent des trésors d'énergie, de volonté de bien faire et parfois des financements non négligeables ; de la lutte contre l'illettrisme à la protection de la planète en passant par la défense des droits de l'Homme ou le sauvetage d'un village au fin fond de l'Amazonie, il y a des milliers de gens qui se sentent concernés par une cause et y travaillent.

Au niveau intermédiaire de la pyramide, **il y a les propositions émises par des institutions nationales ou par des Etats.** La France par exemple a voté une loi le 24 juin 2014* (*"loi d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale"*) qui se donne pour objectifs la transparence, la cohérence, et l'efficacité en matière d'aide au développement. Mais d'abord et avant tout cette loi a permis de créer "une instance de concertation pérenne, **le Conseil national du développement et de la solidarité internationale (CNDSI)**".

Enfin, tout en haut de la pyramide, **devrait régner l'ONU** (Organisation des Nations Unies) **dont le préambule de la Charte¹² commence par :**

"Nous, peuples des Nations unies (sommes) résolus :

- *à préserver les générations futures du fléau de la guerre qui deux fois en l'espace d'une vie humaine a infligé à l'humanité d'indicibles souffrances,*
- *à proclamer à nouveau notre foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité de droits des hommes et des femmes, ainsi que des nations, grandes et petites,*
- *à créer les conditions nécessaires au maintien de la justice et du respect des obligations nées des traités et autres sources du droit international,*
- *à favoriser le progrès social et instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande".*

¹¹ <http://www.lesconvivialistes.org/>

¹² Signée à Chicago le 26/06/1945.



C'était en 1945... L'Histoire contemporaine prouve régulièrement l'impuissance de l'ONU. Peut-être l'ONU pourrait-elle être un petit peu plus efficace si les contributeurs à son budget étaient plus sérieux ? Seulement 31 des 192 pays adhérents versent leur contribution en temps et en heure -et les Etats-Unis, en principe gros contributeur, ne font pas partie de ces 31 pays vertueux.

Ce ne sont ni les propositions, ni les structures, ni l'argent qui manquent pour que les PVD accèdent au développement et à la paix. Ce qui manque le plus souvent c'est une formation et une information complète sur les enjeux économiques, financiers et politiques.

Connaitre les rapports de forces

On parle des **inégalités Nord/Sud** : les pays du Nord regardent de haut les pays du Sud. Dans l'Union Européenne, on a parlé longtemps et naturellement des **"PIGS"**, acronyme peu flatteur pour le Portugal, l'Italie, la Grèce et l'Espagne (Spain). Trois de ces pays sont méditerranéens, ils ont été **"le berceau de notre civilisation"** mais ils sont aujourd'hui qualifiés d'irresponsables, de tricheurs et donc de "pigs" (cochons) par les pays du Nord de culture anglo-saxonne.

La culture anglo-saxonne a pris le pouvoir sur la civilisation de l'Occident, lentement mais sûrement, rejetant le Sud (*les Sud*) hors de leur cercle parce que porteurs d'autres valeurs. Max Weber attribue ce basculement à la Réforme protestante dans les pays du Nord, à l'origine, selon lui, du capitalisme. Fernand Braudel attribue ce phénomène à la transformation des commerçants en négociants puis en négociants-banquiers puis en banquiers-négociants. *Le centre de gravité et la finalité des échanges se déplacent ainsi progressivement de l'activité commerciale vers l'activité financière.* L'anglais, langue dominante désormais, accompagne ce mouvement.

Il est clair que le pouvoir et la finance sont aujourd'hui dans les pays du Nord anglo-saxons et que les "régions en équilibre précaire" sont surtout au Sud de la planète - le Sud commençant maintenant sur les rives de la Méditerranée. Et ce n'est pas l'apparition de la "Finance islamique" qui va changer les pratiques du monde de la finance quoiqu'elle en dise, pas plus que l'organisation d'une finance asiatique calquée sur celle de l'Occident.

La finance mondiale est détenue par ces **"banquiers-négociants"**, une "oligarchie financière" au service "d'un ordre mondial cannibale" dit **Jean Ziegler**¹³, dont nos esprits traditionnels ont du mal à concevoir la puissance. Il faut se pencher sur leurs pratiques -discrètes¹⁴ pour ne pas dire secrètes- pour se rendre compte de leur pouvoir.

¹³ Jean Ziegler est un homme politique, altermondialiste et sociologue suisse. Il a été rapporteur spécial auprès de l'ONU sur la question du droit à l'alimentation dans le monde (source Wikipédia).

¹⁴ Voir sur le sujet la constellation ABCD* + G -d'après les initiales des sociétés : ADM, Bunge et Cargill aux USA et Louis Dreyfus en France + Glencore* en Suisse- qui couvre entre 75 et 90 % du commerce mondial de céréales et lui donne le pouvoir de créer artificiellement des famines dans certains pays en spéculant sur les denrées alimentaires.



On peut imaginer que **la révolution du numérique**, avec ses communications et ses savoirs qui circulent à toute allure d'un bout à l'autre de la planète permette à des citoyens du monde ou à des groupes de citoyens de contrer ces super puissances qui ont pour seul but leur profit -et pas le bien-être de l'humanité.

Cela peut arriver. Mais pour être entendus, **ces citoyens du monde se regroupent dans des structures de plus en plus grandes sur le modèle de celles qu'ils veulent combattre**. Ainsi OXFAM¹⁵, une "confédération internationale de 17 organisations" s'est donné pour slogan "le pouvoir citoyen contre la pauvreté". Nul doute qu'OXFAM œuvre de façon positive dans de très nombreux pays : le site d'OXFAM les répertorie dans le détail. Mais ces grandes structures humanitaires recrutent des compétences et pas seulement des bonnes volontés. Qui dit "compétences" dit salaires décents et organisation administrative. OXFAM, comme toutes les grandes structures de son domaine, fait partie du "**charity business**"* et cherche, d'abord, des financements pour boucler son budget qui frôle le milliard d'euros. La question est : est-ce que la simple survie de ces grandes structures humanitaires n'absorbe pas une grande part de leurs ressources et de leurs énergies ?

Il existe de multiples petites ONG intervenant dans les PVD ; il semble que le meilleur moyen pour que l'aide financière que l'on apporte à ces ONG soit effective est qu'elle passe par une personne dont on connaît l'engagement dans le pays et l'honnêteté (à titre d'exemple local « Euskadi Sénégal »). Cette réflexion est valable pour ce nouvel outil qu'est le "**financement participatif**" ou "crowdfunding" dont le succès commence à tenter de grosses compagnies d'assurance - ce qui incite à rester vigilant.

L'action locale est souvent liée aux problèmes de l'agriculture, donc de l'alimentation et à ce que Maslow¹⁶ appelle "la satisfaction des besoins primaires" (boire, manger, dormir) ; mais elle peut aussi viser un développement économique dans un pays. Certains affirment que le commerce est une des façons d'entretenir la paix entre les pays : on ne veut pas détruire un pays client ou un pays fournisseur.

Dans ce monde meilleur en voie de pacification, **à côté du PIB**, certains économistes souhaitent créer d'autres indicateurs : il y a eu d'abord **l'IDH** (Indicateur de Développement Humain) et maintenant **l'IPQ** (Indicateur synthétique du Progrès Qualitatif) tenant compte de l'alphabétisation. Mais on se rend compte aussi que **changer le monde** pour qu'il devienne plus vivable pour tous **nécessite des décisions qui relèvent du politique. Et "le" politique est confié, par le vote, à "des" politiques, hommes ou femmes**. Le bulletin de vote est le seul moyen de pression du citoyen sur ses élus. Malheureusement, bien souvent, devant les choix proposés, on vote "contre" un candidat - et non pas "pour" les idées d'un autre candidat. On frôle la compromission... Le vote blanc est décrié mais mériterait d'être vraiment étudié.
... et là, c'est à nous d'agir....

¹⁵ « **Le pouvoir citoyen contre la pauvreté** », cf. <http://www.oxfamfrance.org/>.

¹⁶ Cf. A Theory of Human Motivation, est paru en 1943, par Abraham Maslow, psychologue.



Nous devons nous engager et veiller à :

- La préservation des ressources naturelles, de la proportion temps de travail/temps libre, de la cohésion sociale, de la répartition de la richesse nationale (Dominique Meda¹⁷, *“la Mystique de la croissance”*).
- L’instauration d’un système d’échange de bien et intérêts communs, avec réciprocité de la capitalisation, pour lever tout doute de déséquilibre financier (dominant/dominé).
- Donner à la jeunesse en âge de prendre des responsabilités (politique, entrepreneuriale, économique, associative) dans nos sociétés, et imposer la vraie transmission intergénérationnelle non plus des simulacres, faire évoluer les institutions par l’ouverture aux nouveaux talents,
- accepter le changement constructif, et cesser parfois le conservatif végétatif.

Surtout.

« *Vivre simplement pour que tous puissent simplement vivre* », Gandhi.

¹⁷ Née en 1962 à Sedan, philosophe et sociologue française. Normalienne, énarque et inspectrice générale des affaires sociales, elle a particulièrement écrit sur le thème du travail et des politiques sociales, des indicateurs de richesse et des femmes (source Wikipédia).

